

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 4164

[C — 2002/28092]

10 OCTOBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'aide à l'isolation des immeubles situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles-Sud

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, plus spécialement son article 1^{er bis}, y inséré par le décret du 1^{er} avril 1999, et modifié par les décrets des 8 juin et 25 octobre 2001.

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 mai 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 juin 2002;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 15 juillet 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que par décret du 8 juin 2001, le législateur a inséré dans l'article 1^{er bis} de la loi du 18 juillet 1973, un § 6, qui en son 3^e alinéa, dispose que :

« De même, l'isolation de la ou des principales pièces de jour des habitations comprises dans les zones B, C, et D de Liège-Bierset ou dans les zones A, B, C, et D de Charleroi-Bruxelles-Sud s'exécute également dans le respect d'un affaiblissement du bruit, le Gouvernement étant en outre chargé d'arrêter le seuil de bruit maximum engendré au sol, entre 7 heures et 22 heures, exprimé en L_{max} , étant entendu que pour les zones B, le seuil de bruit est fixé à 93 dB (A) maximum et l'affaiblissement du bruit à 38 dB (A). »;

Considérant que le législateur a entendu permettre aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone d'exposition au bruit (zone A) relative à l'aéroport de Charleroi-Bruxelles-Sud, aéroport non utilisé entre 22 heures et 7 heures, de réclamer le bénéfice de cette disposition, nonobstant la situation en zone A du bien auquel ces droits se rapportent;

Considérant qu'il appartient dès lors au Gouvernement d'arrêter les modalités d'exécution de nature à permettre la jouissance du droit ainsi conféré par le législateur;

Considérant qu'il convient dès lors de fixer pour cette zone les mesures tendant à favoriser le placement, dans les immeubles bâtis, des dispositifs destinés à réduire le bruit, à l'absorber ou à remédier à ses inconvénients;

Considérant que l'égalité entre les riverains des aéroports wallons pouvant réclamer une mesure d'isolation exige que ces mesures d'exécution soient identiques pour toute pièce de jour et qu'elles aboutissent dans chaque cas à un seuil de bruit à l'intérieur des pièces concernées, qui équivaille au seuil de bruit maximum au sol autorisé et à l'affaiblissement au bruit imposé par le Législateur pour la zone dans laquelle le bien à isoler se trouve.

Considérant que dans un souci de protection de la santé publique, il convient d'assurer dans les pièces de jour, aux titulaires de droits réels immobiliers sur des biens en zone A du Plan d'exposition au bruit de Charleroi-Bruxelles-Sud, une isolation de leur bien qui ne soit pas inférieure à celle garantie aux titulaires des mêmes droits en zone B, soit L_{max} 55 dB (A);

Considérant que par l'arrêté du 29 novembre 2001 relatif à l'exercice de missions déléguées spécifiques confiées à la Société wallonne des Aéroports (SOWAER), le Gouvernement wallon charge la SOWAER d'intervenir, entre autres « dans l'octroi de primes à l'isolation des habitations situées dans les zones du plan d'exposition au bruit »;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles, ayant la gestion des aéroports dans ses attributions,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1. Ministre : le Ministre qui a la gestion aéroportuaire dans ses attributions;

2. responsable de la SOWAER : la personne en charge de la gestion journalière de la SOWAER ou son délégué;

3. demandeur :

a) la personne physique, morale de droit ou d'intérêt public ou morale de droit privé qui, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone A est :

propriétaire d'un immeuble bâti affecté partiellement ou exclusivement à l'usage d'habitation ou à usage professionnel;

titulaire d'un droit d'emphytéose ou de superficie sur un tel immeuble;

titulaire d'un bail à loyer, pour un même immeuble, ne venant pas à échéance avant deux ans à dater de l'envoi de la demande d'aide visée à l'article 4;

titulaire d'un droit d'usufruit;

b) est également considéré comme propriétaire au sens du présent arrêté la personne qui reçoit l'immeuble par donation ou par succession d'une personne remplissant les conditions visées ci-dessus;

4. immeuble affecté partiellement ou exclusivement à l'usage d'habitation ou à usage professionnel : à la date de la demande, le bien utilisé exclusivement ou partiellement pour l'habitation ou à usage professionnel et ayant fait l'objet d'un permis de bâtir ou d'urbanisme obtenu antérieurement à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone A. Sont également visés les biens antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, soit le 22 avril 1962;

5. principales pièces d'habitation: toute pièce, partie de pièce ou espace intérieur autre que les halls d'entrée, les dégagements, les locaux sanitaires, les buanderies, les débarras, les caves, les greniers non aménagés, les annexes non habitables, les garages;

6. principaux locaux à usage professionnel : bureaux et commerces et d'une manière générale, toutes les pièces dans lesquelles des personnes sont objectivement appelées à exercer leur activité professionnelle ou commerciale à l'exclusion des ateliers servant au rangement, hangars et entrepôts;

7. affaiblissement du bruit : l'isolement brut normalisé « Dn, T » route;

8. travaux : les travaux d'insonorisation repris à l'annexe du présent arrêté, s'ils sont mentionnés dans le dossier d'avant-projet visé à l'article 7, § 2, et s'ils sont réalisés par un entrepreneur tel que défini au 10° ci-dessous. Le terme « montant des travaux » concerne un montant hors T.V.A.;

9. entrepreneur : les entreprises répondant aux prescriptions définies par le Ministre;

10. estimateur privé : l'association solidaire d'un architecte et d'un ingénieur acousticien répondant aux prescriptions définies par le Ministre.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. § 1^{er}. Aux conditions fixées par le présent arrêté, la Région accorde une aide en vue de favoriser le placement dans des immeubles bâtis, de dispositifs destinés à réduire le bruit généré par l'activité de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles-Sud, à l'absorber ou à remédier à ses inconvénients.

§ 2. Caractéristiques de l'immeuble.

L'immeuble doit être situé dans la zone A du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles-Sud.

Dans le cas d'un bâtiment comportant plusieurs habitations ou locaux à l'usage professionnel, les travaux portant sur les parties communes ne sont pris en considération que si l'ensemble des habitations et locaux à usage professionnels fait l'objet d'une demande d'aide. Dans ce cas, les travaux aux parties communes sont pris en considération pour chaque demande au prorata des parts indivises dans l'immeuble faisant l'objet de la demande.

§ 3. Performances acoustiques.

L'objectif de performance à atteindre dans la ou les principales pièces de jour ou le ou les principaux locaux affectés à un usage professionnel est un niveau de bruit maximal de 55 dB (A).

Le Ministre arrête les modalités de contrôle de l'affaiblissement du bruit.

§ 4. Spécificité de l'aide.

Pour une même habitation, l'aide ne peut être accordée qu'une seule fois mais peut éventuellement faire l'objet d'une demande complémentaire justifiée par une évolution de la situation familiale dans la limite des montants visés à l'article 3 du présent arrêté.

Pour les travaux qui auront été subsidiés dans le cadre du présent arrêté, l'aide ne peut être cumulée avec une autre aide octroyée par la Région.

CHAPITRE III. — *Montant de l'aide*

Art. 3. § 1^{er}. Le montant de l'aide est fixé à 100 % du montant des travaux mentionnés dans la notification visée au chapitre VII sans pouvoir excéder 15.000 euros.

Lorsque plus de quatre personnes sont domiciliées dans une même habitation, ce plafond est majoré de 15 % par personne domiciliée supplémentaire.

§ 2. Le montant de l'aide est majoré du coût de l'intervention de l'estimateur privé. Ce coût est conforme au tarif fixé par le ministre ayant la gestion des aéroports dans ses attributions. Le dossier d'avant-projet est réalisé par l'estimateur privé.

§ 3. Le Ministre établit une convention type entre le demandeur et l'estimateur privé fixant les missions, les responsabilités, les honoraires et la manière de les honorer. Cette convention est proposée aux demandeurs dans leurs relations contractuelles avec les estimateurs privés.

§ 4. Toutefois, lorsque le dossier d'avant-projet réalisé par l'estimateur privé établit que le montant de l'aide visé aux §§ 1^{er} et 2 est insuffisant, le dossier est soumis à un expert indépendant désigné par la Région. Le rapport dudit expert est transmis pour avis à la Commission technique d'avis sur les travaux d'insonorisation instituée par l'arrêté du Gouvernement du 12 juillet 2001.

Le Ministre peut sur base de cet avis, déroger au plafond d'aide. A cette occasion, il tient compte notamment des dimensions et du nombre supérieurs à la moyenne des pièces composant l'immeuble, d'une orientation éventuelle particulièrement défavorable par rapport à la source du bruit engendré par les vols, et par la vétusté aggravée de l'immeuble concerné.

CHAPITRE IV. — *Procédure de demande*

Art. 4. Le demandeur adresse sa demande d'aide à la SOWAER, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, au moyen du formulaire dont la forme et le contenu sont arrêtés par le Ministre.

Art. 5. § 1^{er}. Si elle constate que le dossier est complet, la SOWAER le notifie au demandeur, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, dans les quarante-cinq jours de la date de réception du formulaire.

§ 2. Si le dossier est incomplet, la SOWAER adresse au demandeur, dans le même délai, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à partir de la réception de celles-ci.

§ 3. En l'absence de décision de la SOWAER, dans le même délai, le demandeur peut inviter le responsable de la SOWAER à prendre la décision sur son dossier dans un délai de trente jours.

A défaut pour celui-ci de prendre sa décision dans ce nouveau délai, le demandeur a la faculté d'introduire sa demande auprès du Ministre.

Le Ministre notifie sa décision dans les trente jours de la réception de la demande.

Art. 6. § 1^{er}. En cas de rejet de sa demande par la SOWAER, le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Ministre, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception :

1. dans les trente jours de la réception de la décision de rejet visée à l'article 5, § 1^{er};
 2. dans les trente jours de la réception de la décision de rejet du responsable de l'organisme visée à l'article 5, § 3.
- § 2. Dans les soixante jours à dater de la réception du recours, le Ministre notifie sa décision au demandeur.

CHAPITRE V. — *Dossier d'avant-projet et estimation des travaux*

Art. 7. § 1^{er}. Dans les nonante jours de la date de l'accusé de réception de la demande, la SOWAER adresse au demandeur l'état des lieux architectural et acoustique de l'immeuble.

Le demandeur et l'estimateur privé choisi par ce dernier disposent d'un délai de quinze jours pour l'examiner et informer la SOWAER de remarques éventuelles. Si nécessaire, un nouvel état des lieux contradictoire est réalisé endéans les trente jours.

§ 2. Sur base de l'état des lieux visé au paragraphe précédent, l'estimateur privé établit le dossier d'avant-projet dont le contenu est déterminé par le Ministre et qui comporte notamment une description de l'immeuble, la définition des pièces et locaux retenus pour les travaux d'insonorisation, l'affaiblissement acoustique à atteindre dans chaque pièce ou local à traiter, ainsi que le cahier des charges comprenant au moins la liste, le descriptif, l'ordre de priorité et l'estimation du montant des travaux à effectuer.

L'estimateur privé s'engage sur les solutions techniques proposées dans le dossier.

Les travaux d'insonorisation subsidiables sont ceux qui figurent à l'annexe du présent arrêté.

Ce dossier d'avant-projet est transmis à la SOWAER par le demandeur.

Art. 8. § 1^{er}. La SOWAER en vérifie tous les éléments et dispose d'un délai de trente jours, pour notifier, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, au demandeur, son approbation éventuelle sur le contenu administratif du dossier.

§ 2. Dans ce même délai et à défaut d'approbation, la SOWAER renvoie, par pli recommandé à la poste avec accusé de réception, le dossier accompagné de ses remarques au demandeur et précise que la procédure recommence à partir de la réception du dossier d'avant-projet complété.

§ 3. En l'absence de décision envoyée dans ce délai, le demandeur peut inviter le responsable de la SOWAER à prendre décision sur le dossier d'avant-projet dans un délai de trente jours.

A défaut pour celui-ci de prendre sa décision dans ce nouveau délai, le demandeur a la faculté d'introduire sa demande auprès du Ministre.

Le Ministre notifie sa décision dans les trente jours de la réception de la demande.

Art. 9. A titre exceptionnel, lorsque aucune solution ne peut être trouvée en raison des spécificités techniques ou urbanistiques d'un immeuble bâti, la SOWAER peut, sur base d'un rapport technique établi par la commission visée à l'article 3, § 4, refuser de donner son approbation à l'exécution des travaux et proposer le rachat de l'immeuble selon une procédure de gré à gré. Le Ministre détermine les modalités d'application de cette disposition.

Art. 10. § 1^{er}. En cas de rejet de sa demande par la SOWAER, le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Ministre, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, dans les trente jours de la réception de la décision visée à l'article 8, § 2, à l'article 8, § 3, et à l'article 9.

§ 2. Dans les soixante jours à dater de la réception du recours, le Ministre notifie sa décision au demandeur.

CHAPITRE VI. — *Exécution des travaux*

Art. 11. § 1^{er}. Les travaux ne peuvent être entrepris qu'à dater de la notification de l'approbation du contenu administratif du dossier d'avant-projet par la SOWAER.

Les travaux soumis à l'application de l'article 84 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ne peuvent être entrepris avant l'obtention du permis d'urbanisme requis.

§ 2. Les travaux doivent être réalisés dans les vingt-quatre mois à dater de la notification de l'approbation du dossier d'avant-projet. L'estimateur privé assure la coordination et le contrôle de la bonne exécution des travaux.

Dans des circonstances exceptionnelles, le Ministre peut proroger ce délai de douze mois.

La demande de prolongation dûment motivée doit être introduite, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, trente jours avant l'expiration du délai de vingt-quatre mois.

§ 3. La SOWAER se réserve le droit de visiter les lieux, en cours de réalisation des travaux de même qu'au terme de ceux-ci.

CHAPITRE VII. trente *Liquidation de l'aide à l'insonorisation*

Art. 12. § 1^{er}. Pour obtenir la liquidation de l'aide, le demandeur adresse à la SOWAER, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, une déclaration d'achèvement des travaux cosignée par l'estimateur privé et l'entrepreneur dont la forme est arrêtée par le Ministre.

Le demandeur y joint tout document établissant l'effectivité de la réalisation des travaux en ce compris les factures relatives à ceux-ci et la note d'honoraires relative aux prestations de l'estimateur privé.

Cette déclaration est accompagnée en outre de l'attestation par l'estimateur privé garantissant le résultat de l'affaiblissement du bruit obtenu par rapport à l'objectif fixé dans le dossier d'avant-projet visé à l'article 7, § 2.

§ 2. Dans les soixante jours de la réception des documents visés au paragraphe précédent, l'organisme peut procéder à la vérification de l'obtention de la performance acoustique visée à l'article 2, § 3, du présent arrêté. Le Ministre arrête les modalités de mesures de réception des travaux.

Dans ce même délai, après la vérification de la conformité de la déclaration d'achèvement des travaux et de l'attestation de l'estimateur privé visées au paragraphe précédent avec le dossier d'avant-projet, la SOWAER notifie au demandeur, par envoi recommandé à la poste, avec accusé de réception, sa décision définitive d'octroi détaillant le calcul du montant de l'aide qui lui est alloué et procède à la liquidation de l'aide.

Dans ce même délai et à défaut d'approbation, la SOWAER informe le demandeur des motifs pour lesquels une telle décision définitive ne peut lui être notifiée et précise que la procédure recommence à partir de la réception des documents visés au § 1^{er}.

En l'absence de décision envoyée dans ce délai, le demandeur peut inviter le responsable de la SOWAER à prendre décision sur la décision définitive du montant de l'aide allouée dans les trente jours.

A défaut pour celui-ci de prendre une décision dans ce nouveau délai, le demandeur a la faculté d'introduire sa demande auprès du Ministre.

Le Ministre notifie sa décision dans les trente jours de la réception de la demande.

§ 3. A partir de la notification de sa décision définitive d'octroi du montant de l'aide allouée et dans les soixante jours de la réception des documents visés à l'article 12, § 1^{er}, la SOWAER procède à la liquidation de l'aide.

Le montant de l'aide, augmenté du montant de la T.V.A., est liquidé directement à l'entrepreneur qui a réalisé les travaux d'insonorisation de l'immeuble.

Les honoraires de l'estimateur privé, augmenté du montant de la T.V.A., lui sont directement liquidés par la SOWAER.

Art. 13. § 1^{er}. En cas de rejet de sa demande par la SOWAER, le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Ministre, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, dans les trente jours de la réception de la décision visée à l'article 12, § 2, alinéas 2, 3 et 4.

§ 2. Dans les soixante jours à dater de la réception du recours, le Ministre notifie sa décision au demandeur.

CHAPITRE VIII. — *Remboursement de l'aide*

Art. 14. S'il est constaté par la SOWAER que les performances acoustiques visées à l'article 2, § 3, ne sont pas atteintes, l'estimateur privé et l'entrepreneur qui ont réalisé les travaux sont tenus, dans un délai ne pouvant excéder cent vingt jours, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour remédier efficacement à la situation. A défaut, la SOWAER se réserve le droit de leur réclamer, à titre de dommages et intérêts, un montant forfaitairement fixé à l'équivalent de l'aide versée par la Région wallonne.

Art. 15. S'il est constaté par la SOWAER que les conditions imposées au demandeur par le présent arrêté ne sont pas respectées, celui-ci est tenu de rembourser le montant de l'aide sans délai. Le recouvrement est exécuté à l'initiative de l'Administration par la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires ou particulières*

Art. 16. Dans des circonstances exceptionnelles, le Ministre peut accorder une dérogation aux dispositions du présent arrêté. Constituent notamment de telles circonstances, la découverte, en cours d'exécution des travaux, de vices cachés de construction exigeant une augmentation du montant de l'aide ou une application de l'article 9 du présent arrêté, ou encore si l'estimation visée dans le dossier d'avant-projet n'est que légèrement supérieure au montant maximum de l'aide.

CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 18. Le Ministre qui a la Gestion aéroportuaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 octobre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ANNEXE 1^{er}

Liste des travaux subsidiables :

- Remplacement des vitrages existants par des vitrages à haute performance acoustique.
- Remplacement de la menuiserie extérieure (châssis et portes).
- Placement des fenêtres en applique.
- Placement de bouches d'entrée d'air acoustiques.
- Remplacement des portes intérieures et de trappes d'accès.
- Placement d'un doublage sur les versants de la toiture ou renforcement du revêtement.
- Placement d'un doublage sur le plancher du comble.
- Placement d'un faux-plafond acoustique.
- Pose d'un silencieux (cheminée, hotte, etc....).
- Rebouchage d'entrées d'air.
- Placement d'une ventilation mécanique.
- Renforcement acoustique et/ou condamnation des coffres à volet.
- Renforcement acoustique et/ou condamnation des boîtes aux lettres.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 fixant les mesures d'aide à l'isolation des immeubles situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles-Sud.

Namur, le 10 octobre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 4164

[C — 2002/28092]

10. OKTOBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Beihilfemaßnahmen für die Isolierung der in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) des Flughafens von Charleroi-Brüssel Süd gelegenen Gebäude

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere seines Artikels *1bis*, eingefügt durch das Dekret vom 1. April 1999 und abgeändert durch die Dekrete vom 8. Juni und vom 25. Oktober 2001;

Aufgrund des am 16. Mai 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 10. Juni 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 15. Juli 2002 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In der Erwägung, dass der Gesetzgeber durch das Dekret vom 8. Juni 2001 einen Paragraphen 6 in den Artikel *1bis* des Gesetzes vom 18. Juli 1973 eingefügt hat, in dessen drittem Absatz folgende Bestimmung angegeben wird:

«So wird auch die Isolierung des oder der Haupttagesräume der Wohnungen, die sich in der Zone B, C und D von Lüttich-Bierset oder in den Zonen A, B, C und D von Charleroi-Brüssel Süd befinden, unter Einhaltung einer erforderlichen Lärmschwächung vorgenommen, wobei die Regierung zusätzlich die in L_{\max} ausgedrückten Höchstmärmschwellen am Boden zwischen 7 Uhr und 22 Uhr zu bestimmen hat, wobei die Lärmschwelle für die Zonen B auf höchstens 93 dB(A) und die Lärmschwächung auf 38 dB(A) festgelegt ist.»;

In der Erwägung, dass der Gesetzgeber es sich zum Ziel gesetzt hat, den Inhabern dinglicher Rechte an in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) bezüglich des zwischen 22 und 7 Uhr unbenutzten Flughafens von Charleroi-Brüssel Süd gelegenen Immobiliengütern die Möglichkeit zu geben, ungeachtet der Lage in der Zone A des Gutes, auf das sich die Rechte beziehen, die Inanspruchnahme dieser Bestimmung zu fordern.

In der Erwägung, dass es demnach der Regierung zusteht, die Durchführungsmodalitäten derart zu verabschieden, dass das von dem Gesetzgeber erteilte Recht genutzt werden kann;

In der Erwägung, dass demzufolge für diese Zone Maßnahmen festzulegen sind, die darauf abzielen, in den Immobiliengütern Vorrichtungen zur Verringerung, zur Dämpfung oder zur Behebung der nachteiligen Auswirkungen des Lärms anzubringen;

In der Erwägung, dass die Gleichstellung zwischen den Anliegern der wallonischen Flughäfen, die eine Isolierungsmaßnahme verlangen können, erfordert, dass diese Durchführungsmaßnahmen für jeden Tagesraum identisch sind und in jedem der Fälle eine Lärmschwelle innerhalb der betroffenen Räume erzielen, die der höchstzulässigen Lärmschwelle am Boden und der Schalldämpfung entsprechen, die von dem Gesetzgeber für die Zone aufgelegt wird, in der sich das zu isolierende Immobiliengut befindet.

In der Erwägung, dass es im Sinne des Schutzes der öffentlichen Gesundheit angebracht ist, den Inhabern dinglicher Rechte an Immobiliengütern in der ersten Zone A des Lärmbelastungsplans von Charleroi-Brüssel Süd in den Tagesräumen eine Isolierung ihres Gutes zu gewährleisten, die nicht geringer ist, als diejenige, die den Inhabern gleicher Rechte in der Zone B gewährt wird, das heißt L_{\max} 55 dB (A);

In der Erwägung, dass durch Erlass vom 29. November 2001 über die Ausübung von spezifischen, der "Société wallonne des Aéroports (SOWAER)" (Wallonische Flughafengesellschaft) anvertrauten abgeordneten Aufgaben die Wallonische Regierung die SOWAER beauftragt, sich unter anderem "an der Gewährung von Prämien für die Isolierung der in den Zonen des Lärmbelastungsplans gelegenen Wohnungen" zu beteiligen;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1. Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört;
2. Verantwortlicher der SOWAER: die mit der täglichen Verwaltung der SOWAER beauftragte Person oder deren Stellvertreter;
3. Antragsteller:
 - a) die natürliche, juristische Person öffentlichen Rechts oder Interesses, oder juristische Person privaten Rechts, die zum Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Zone A:
 - Eigentümer eines bebauten Immobilienguts ist, das ausschließlich oder teilweise zu Wohn- oder Berufszwecken benutzt wird;
 - Inhaber eines Erbpacht- oder Erbbaurechts an einem derartigen Immobiliengut ist;
 - Inhaber eines Mietvertrags für ein gleiches Immobiliengut ist, der nicht vor zwei Jahren ab
 - der Einsendung des in Artikel 4 erwähnten Antrags auf Beihilfe verstreicht;
 - Inhaber eines Nießbrauchsrechts ist;
 - b) als Eigentümer im Sinne des vorliegenden Erlasses wird ebenfalls die Person betrachtet, die das Immobiliengut durch Schenkung oder Erbschaft von einer Person erhält, die die oben angeführten Bedingungen erfüllt;
4. Immobiliengut, das ausschließlich oder teilweise zu Wohn- oder Berufszwecken benutzt wird: das Immobiliengut, das zum Datum des Antrags ausschließlich oder teilweise zu Wohn- oder Berufszwecken benutzt wird und Gegenstand einer vor dem Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Zone A erlangten Bau- oder Städtebaugenehmigung war. Die vor dem Inkrafttreten des Grundlagengesetzes vom 29. März 1962 der Raumordnung und des Städtebaus, das heißt vor dem 22. April 1962, erbauten Güter sind ebenfalls betroffen;
5. Haupttagesräume: jeder Raum, Raumteil oder Innenraum außer den Eingangshallen, Korridoren, Sanitärräumen, Waschküchen, Abstell- und Kellerräumen, nicht ausgebauten Speichern, nicht bewohnbaren Anbauräumen, Garagen;
6. zu beruflichen Zwecken benutzte Haupträume: Büro- und Geschäftsräume und im Allgemeinen alle Räume, in denen Personen objektiv dazu berufen sind, ihre berufliche oder gewerbliche Tätigkeit auszuüben, mit Ausnahme der Abstellräume, Schuppen und Lagerräume;
7. Schalldämpfung: die Norm-Schallpegeldifferenz "Dn, T" außen;
8. Arbeiten: die in der Anlage des vorliegenden Erlasses angeführten Schalldämmungsarbeiten, wenn diese in dem in Artikel 7, § 2 erwähnten Vorentwurf angegeben und von einem Unternehmer im Sinne des nachstehenden Punktes 9 durchgeführt werden. Der Begriff "Betrag der Arbeiten" betrifft einen Betrag ohne Mehrwertsteuer;
9. Unternehmer: die Betriebe, die den durch den Minister festgelegten Vorschriften entsprechen;
10. Privattaxator: der solidarische Zusammenschluss eines Architekten und eines Ingenieurs für Akustik, die den durch den Minister festgelegten Vorschriften entsprechen;

KAPITEL II — *Anwendungsbereich*

Art. 2. § 1. Die Region gewährt zu den durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen eine Beihilfe, um in bebauten Immobiliengütern die Installierung von Vorrichtungen zu fördern, die zur Senkung des durch die Tätigkeiten in den Flughäfen verursachten Lärms, zu dessen Absorption oder zur Behebung dessen Nachteile bestimmt sind.

§ 2. Eigenschaften des Gebäudes:

Das Gebäude muss in der Zone A des Lärmbelastungsplans des Flughafens von Charleroi-Brüssel Süd liegen.

Im Falle eines Gebäudes mit mehreren Wohnungen oder zu Berufszwecken benutzten Räumen werden die Arbeiten für die gemeinschaftlichen Gebäudeteile lediglich dann in Betracht gezogen, wenn die gesamten Wohnungen und zu Berufszwecken benutzten Räume Gegenstand eines Antrags auf Beihilfe sind. In diesem Fall werden die Arbeiten für die gemeinschaftlichen Gebäudeteile für jeden Antrag im Verhältnis zu den ungeteilten Parteien in dem Gebäude in Betracht gezogen.

§ 3. Akustische Leistungen

Das zu erreichende Leistungsziel in dem(den) Haupttagesraum(en) oder in dem(den) zu beruflichen Zwecken benutzten Hauptraum(en) stellt einen maximalen Geräuschpegel von 55 dB (A) dar.

Der Minister legt die Modalitäten für die Kontrolle der Schalldämpfung fest.

§ 4. Besonderheit der Beihilfe: Für ein und dieselbe Wohnung kann die Beihilfe lediglich einmal gewährt werden. Sie kann jedoch unter Umständen innerhalb der Grenzen der in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Beträge Gegenstand eines zusätzlichen Antrags sein, wenn eine Änderung der Familienlage nachgewiesen werden kann.

Für die im Rahmen des vorliegenden Erlasses bezuschussten Arbeiten kann die Beihilfe nicht zugleich mit einer anderen, von der Region gewährten Beihilfe bezogen werden.

KAPITEL III — *Höhe der Beihilfe*

Art. 3. § 1. Die Höhe der Beihilfe wird auf 100% des Betrags der in der in Kapitel VII erwähnten Zustellung angegebenen Arbeiten festgelegt, ohne dass sie 15.000 Euro überschreiten darf.

Falls mehr als vier Personen in ein und derselben Wohnung wohnhaft sind, kann diese Höchstbetragsgrenze pro zusätzliche wohnhafte Person um 15% erhöht werden.

§ 2. Die Höhe der Beihilfe wird um die Kosten für die Einschaltung des Privattaxators erhöht. Diese Kosten entsprechen dem von dem Minister, zu dessen Zuständigkeit die Verwaltung der Flughäfen gehört, festgelegten Tarif.

Die Vorentwurfsakte wird von dem Privattaxator ausgearbeitet.

§ 3. Der Minister erstellt ein Musterabkommen zwischen dem Antragsteller und dem Privattaxator, in dem die Aufgaben, Verantwortungen, Honorare und deren Einlösung festgelegt werden. Dieses Abkommen wird den Antragstellern innerhalb ihrer vertraglichen Beziehungen mit den Privattaxatoren vorgeschlagen.

§ 4. Falls jedoch die von dem Privattaxator ausgearbeitete Vorentwurfsakte den Nachweis erbringt, dass der in den Paragraphen 1 und 2 erwähnte Betrag für die Beihilfe unzureichend ist, wird die Akte einem durch die Region bezeichneten unabhängigen Experten zur Begutachtung unterbreitet. Der Bericht dieses Experten wird zur gleichlautenden Begutachtung dem durch Erlass der Regierung vom 12. Juli 2001 eingerichteten technischen Ausschuss zur Begutachtung der Schalldämmungsarbeiten übermittelt.

Der Minister kann auf der Grundlage dieses gleichlautenden Gutachtens von dem Höchstbetrag der Beihilfe abweichen. In diesem Fall berücksichtigt er insbesondere die über dem Durchschnitt liegenden Größen und die Anzahl der Räume des Gebäudes, eine unter Umständen besonders ungünstige Lage im Verhältnis zu der von den Flügen verursachten und durch die Überalterung des Gebäudes verschlimmerten Geräuschquelle.

KAPITEL IV – Antragsverfahren

Art. 4 - § 1. Der Antragsteller richtet seinen Antrag auf Beihilfe per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post mittels eines Formulars, dessen Form und Inhalt von dem Minister festgelegt werden, an die "SOWAER".

Art. 5. § 1. Wenn die "SOWAER" feststellt, dass die Akte vollständig ist, stellt sie dies dem Antragsteller innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang des Formulars per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post zu.

§ 2. Ist die Akte unvollständig, übermittelt die "SOWAER" dem Antragsteller innerhalb der gleichen Frist per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post ein Verzeichnis der fehlenden Unterlagen und erläutert, dass das Verfahren ab dem Eingang der Letzteren neu beginnt.

§ 3. In Ermangelung eines Beschlusses seitens der "SOWAER" kann der Antragsteller innerhalb der gleichen Frist den Verantwortlichen der "SOWAER" auffordern, innerhalb einer Frist von dreißig Tagen einen Beschluss bezüglich seiner Akte zu fassen.

Falls dieser innerhalb dieser neuen Frist keinen Beschluss gefasst hat, kann der Antragsteller seinen Antrag beim Minister einreichen.

Der Minister stellt seinen Beschluss innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags zu.

Art. 6. § 1. Falls die "SOWAER" den Antrag zurückweist, kann der Antragsteller beim Minister per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post einen begründeten Einspruch einlegen:

1. innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des in Artikel 5, § 1 erwähnten Zurückweisungsbeschlusses;
2. innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des in Artikel 5, § 3 erwähnten Zurückweisungsbeschlusses des Verantwortlichen der Einrichtung.

§ 2. Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs stellt der Minister dem Antragsteller seinen Beschluss zu.

KAPITEL V — Vorentwurfsakte und Veranschlagung der Arbeiten

Art. 7. § 1. Innerhalb von neunzig Tagen ab dem Datum der Empfangsbescheinigung des Antrags richtet die "SOWAER" die architektonische und akustische Bestandsaufnahme des Wohnhauses an den Antragsteller.

Der Antragsteller und der von ihm ausgewählte Privattaxator verfügen über eine Frist von fünfzehn Tagen, um sie zu überprüfen und die "SOWAER" über eventuelle Bemerkungen zu informieren. Falls erforderlich wird innerhalb von dreißig Tagen eine neue kontradiktorische Bestandsaufnahme durchgeführt.

§ 2. Auf der Grundlage der in dem vorhergehenden Paragraphen erwähnten Bestandsaufnahme erstellt der Privattaxator eine Vorentwurfsakte, deren Inhalt von dem Minister festgelegt wird und die insbesondere eine Beschreibung des Gebäudes, die Bestimmung der für die Schalldämmungsarbeiten in Betracht gezogenen Zimmer und Räume, die in jedem zu behandelnden Zimmer oder Raum zu erreichende Schalldämpfung, sowie das zumindest die Liste, Beschreibung, Vorrangreihenfolge und Veranschlagung der Kosten für die auszuführenden Arbeiten enthaltende Lastenheft beinhaltet.

Der Privattaxator verpflichtet sich zu den in der Akte vorgeschlagenen technischen Lösungen.

Die bezuschussbaren Schalldämmungsarbeiten sind diejenigen, die in der Anlage des vorliegenden Erlasses angeführt werden.

Diese Vorentwurfsakte wird von dem Antragsteller an die "SOWAER" übermittelt.

Art. 8. § 1. Die "SOWAER" überprüft alle Elemente der Akte und verfügt über eine Frist von dreißig Tagen, um dem Antragsteller per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post ihre eventuelle Zustimmung zu dem administrativen Inhalt der Akte zuzustellen.

§ 2. Innerhalb derselben Frist und in Ermangelung einer Zustimmung sendet die "SOWAER" per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post die Akte unter Beifügung ihrer Bemerkungen an den Antragsteller zurück und benachrichtigt ihn, dass das Verfahren ab dem Eingang der vervollständigten Vorentwurfsakte neu beginnt.

§ 3. In Ermangelung eines innerhalb dieser Frist eingesandten Beschlusses seitens des Verantwortlichen der "SOWAER" kann der Antragsteller diesen auffordern, innerhalb einer Frist von dreißig Tagen einen Beschluss bezüglich der Vorentwurfsakte zu fassen.

Falls dieser innerhalb dieser neuen Frist keinen Beschluss gefasst hat, kann der Antragsteller seinen Antrag beim Minister einreichen.

Der Minister stellt seinen Beschluss innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags zu.

Art. 9 - Falls sich aus Gründen der technischen oder städtebaulichen Besonderheiten eines Gebäudes keine Lösung finden lässt, kann die "SOWAER" ausnahmsweise auf der Grundlage eines von dem in Artikel 3, § 4 erwähnten Ausschuss erstellten technischen Berichts ihre Zustimmung zur Durchführung der Arbeiten verweigern und den Rückkauf des Gebäudes nach einem freihändigen Verfahren vorschlagen. Der Minister legt die Anwendungsmodalitäten dieser Bestimmung fest.

Art. 10. § 1. Falls die "SOWAER" seinen Antrag zurückweist, kann der Antragsteller beim Minister innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des in Artikel 8, § 2, in Artikel 8, § 3 und in Artikel 9 erwähnten Beschlusses per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post einen begründeten Einspruch einlegen.

§ 2. Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs stellt der Minister dem Antragsteller seinen Beschluss zu.

KAPITEL VI — *Ausführung der Arbeiten*

Art. 11. § 1. Die Arbeiten können lediglich ab der Zustellung der Genehmigung des administrativen Inhalts der Vorentwurfsakte durch die "SOWAER" vorgenommen werden.

Die der Anwendung des Artikels 84 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe unterliegenden Arbeiten können nicht vor Erhalt der erforderlichen Städtebaugenehmigung begonnen werden.

§ 2. Die Arbeiten müssen innerhalb von vierundzwanzig Monaten ab der Zustellung der Genehmigung der Vorentwurfsakte durchgeführt werden. Der Privattaxator gewährleistet die Koordinierung und die Kontrolle der guten Ausführung der Arbeiten.

Unter außergewöhnlichen Umständen kann der Minister diese Frist um zwölf Monate verlängern.

Der ordnungsgemäß begründete Verlängerungsantrag ist dreißig Tage vor Ablauf der Frist von vierundzwanzig Monaten per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post einzureichen.

§ 3. Die "SOWAER" behält sich das Recht vor, während der Ausführung der Arbeiten, sowie nach deren Beendigung den Ort zu besichtigen.

KAPITEL VII — *Auszahlung der Beihilfe für die Schalldämmung*

Art. 12. § 1. Um die Auszahlung der Beihilfe zu erhalten, richtet der Antragsteller per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post eine von dem Privattaxator und dem Unternehmer zusammen unterzeichnete Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten, deren Form von dem Minister festgelegt wird, an die "SOWAER".

Der Antragsteller fügt dieser jegliche Unterlage bei, durch die nachgewiesen werden kann, dass die Arbeiten tatsächlich ausgeführt wurden, einschließlich der diesbezüglichen Rechnungen und der Honorarrechnung für die Dienstleistungen des Privattaxators.

Dieser Erklärung wird außerdem die Bescheinigung des Privattaxators beigelegt, die das unter Bezugnahme der in der in Artikel 7, § 2 erwähnten Vorentwurfsakte festgelegten Zielsetzung erreichte Ergebnis der Schalldämmung garantiert.

§ 2. Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang der in dem vorhergehenden Paragraphen erwähnten Unterlagen kann die Einrichtung überprüfen, ob die in Artikel 2, § 3 des vorliegenden Erlasses erwähnte akustische Leistung erzielt wird. Der Minister legt die Modalitäten für die Abnahme der Arbeiten fest.

Innerhalb derselben Frist stellt die "SOWAER" dem Antragsteller nach Überprüfung der Konformität der in dem vorhergehenden Paragraphen erwähnten Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten und Bescheinigung des Privattaxators mit der Vorentwurfsakte per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post ihren endgültigen Gewährungsbeschluss zu, in dem die Berechnung des Betrags der gewährten Beihilfe im Einzelnen angegeben wird, und nimmt die Auszahlung der Beihilfe vor.

Innerhalb derselben Frist und in Ermangelung der Zustimmung teilt die "SOWAER" dem Antragsteller die Gründe mit, für die ein solcher endgültiger Beschluss ihm nicht zugestellt werden kann und erläutert, dass das Verfahren ab dem Eingang der in dem Paragraphen 1 erwähnten Unterlagen neu beginnt.

In Ermangelung eines innerhalb dieser Frist eingesandten Beschlusses kann der Antragsteller den Verantwortlichen der "SOWAER" auffordern, einen Beschluss bezüglich des endgültigen Beschlusses zum Betrag der gewährten Beihilfe zu fassen.

Falls dieser innerhalb dieser neuen Frist keinen Beschluss gefasst hat, kann der Antragsteller seinen Antrag beim Minister einreichen.

Der Minister stellt seinen Beschluss innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags zu.

§ 3. Ab der Zustellung ihres endgültigen Beschlusses über die Gewährung des Betrags der erteilten Beihilfe und innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang der in Artikel 12, § 1 erwähnten Unterlagen, zahlt die "SOWAER" die Beihilfe aus.

Der um den Betrag der Mehrwertsteuer erhöhte Betrag der Beihilfe wird unmittelbar an den Unternehmer ausgezahlt, der die Schalldämmungsarbeiten des Gebäudes vorgenommen hat.

Die um den Betrag der Mehrwertsteuer erhöhten Honorare des Privattaxators werden diesem unmittelbar von der "SOWAER" ausgezahlt.

Art. 13. § 1. Falls die "SOWAER" den Antrag zurückweist, kann der Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des in Artikel 12, Absätze 2, 3 und 4 erwähnten Beschlusses beim Minister per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post einen begründeten Einspruch einlegen.

§ 2. Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs stellt der Minister dem Antragsteller seinen Beschluss zu.

KAPITEL VIII — *Rückerstattung der Beihilfe*

Art. 14 - Falls die "SOWAER" feststellt, dass die in Artikel 2, § 3 erwähnten akustischen Leistungen nicht erzielt wurden, sind der Privattaxator und der Unternehmer, die die Arbeiten durchgeführt haben, innerhalb einer Frist, die hundertzwanzig Tage nicht überschreiten darf, verpflichtet, alle erforderlichen Vorkehrungen zu treffen, diese Situation wirksam zu beheben. Nach Ablauf dieser Frist behält die "SOWAER" sich das Recht vor, als Schadensersatz einen festgelegten Pauschalbetrag zu verlangen, der von der Wallonischen Region ausgezahlten Beihilfe entspricht.

Art. 15 - Falls die "SOWAER" feststellt, dass die dem Antragsteller durch den vorliegenden Erlass auferlegten Bedingungen nicht eingehalten werden, ist dieser verpflichtet, den Betrag der Beihilfe unverzüglich zurückzuerstatten. Die Eintreibung wird auf Veranlassung der Verwaltung von der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region durchgeführt.

KAPITEL IX — *Übergangs- oder Sonderbestimmungen*

Art. 16. Unter außergewöhnlichen Umständen kann der Minister eine Abweichung von den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses gewähren. Als derartige Umstände angesehen werden unter anderem die Feststellung im Laufe der Arbeiten von Konstruktionsfehlern, die eine Erhöhung des Betrags der Beihilfe erfordern, oder eine Anwendung des Artikels 9 des vorliegenden Erlasses, oder auch die Tatsache, dass die in der Vorentwurfsakte erwähnte Veranschlagung nur leicht über dem höchstzulässigen Betrag der Beihilfe liegt.

KAPITEL X — *Schlussbestimmungen*

Art. 17 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 18 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Oktober 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

ANLAGE 1

Liste der bezuschussbaren Arbeiten

Auswechslung der vorhandenen Fensterscheiben durch akustisch hochleistungsfähige Scheiben

Auswechslung des Außenholzwerks (Rahmen und Fenster)

Anbringung von Vorsatzfenstern

Einbau von akustischen Lufteinlassöffnungen

Auswechslung der Innentüren und Zugangsluken

Anbringung einer Doppelung der Dachflächen oder Verstärkung der Dachverkleidung

Anbringung einer Doppelung der Speicherdecke

Anbringung einer akustischen Zwischendecke

Anlegung eines Schalldämpfers (Kamin, Abzughaube, usw.)

Verstopfen von Lufteinlässen

Anbringung einer mechanischen Belüftung

Akustische Verstärkung und/oder Zumauern der Rollladenkästen

Akustische Verstärkung und/oder Zumauern der Briefkästen

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 zur Festlegung der Beihilfemaßnahmen für die Isolierung der in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) des Flughafens von Charleroi-Brüssel Süd gelegenen Gebäude

als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 10. Oktober 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 4164

[C — 2002/28092]

10 OKTOBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de tegemoetkomingsmaatregelen bij de isolering van panden die gelegen zijn in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder van de gewestelijke luchthavens (zone A) van de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1bis, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999, en gewijzigd bij de decreten van 8 juni en 25 oktober 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 mei 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 juni 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 15 juli 2002, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de decreetgever bij het decreet van 8 juni 2001 een paragraaf 6 in artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 heeft ingevoegd, waarvan het derde lid het volgende bepaalt:

« De isolatiewerken in de voornaamste dagvertrekken van de woningen, gelegen binnen de zones B, C en D van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van Luik-Bierset of binnen de zones A, B, C en D van Charleroi-Brussel-Zuid worden ook uitgevoerd met inachtneming van een vereiste geluidsvermindering, waarbij de Regering belast is met de vaststelling van de op de grond voortgebrachte geluidsrempel tussen 7 en 22 uur, uitgedrukt in L_{max} , met dien verstande dat de geluidsrempel voor de zones B vastgesteld is op maximum 93 dB (A) en de geluidsvermindering op 38 dB (A). »;

Overwegende dat de decreetgever het voornemen had om de houders van onroerende zakelijke rechten gelegen in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder (zone A) met betrekking tot de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid, die niet gebruikt wordt tussen 22 en 7 uur, toe te laten om eveneens voor bedoelde bepaling in aanmerking te komen, niettegenstaande het feit dat het goed waarop bedoelde rechten betrekking hebben, in zone A gelegen is;

Overwegende dat de Regering bijgevolg de nadere regels voor de uitvoering ervan vast dient te stellen, zodat het genot van het aldus door de decreetgever toegekende recht mogelijk wordt gemaakt;

Overwegende dat de maatregelen voor bedoelde zone bijgevolg vastgesteld dienen te worden waardoor de plaatsing van geluidsvermindering-, geluidsabsorptieinrichtingen en inrichtingen voor het verhelpen van de nadelen ervan in bebouwde onroerende goeden begunstigd wordt;

Overwegende dat de gelijke behandeling van de omwoners van de Waalse luchthavens die om een isoleringsmaatregel kunnen verzoeken, vereist dat bedoelde uitvoeringsmaatregelen identiek zijn voor elk dagvertrek en dat bedoelde maatregelen in elk geval resulteren in een geluidsdrempel die binnen in elk vertrek gelijk is aan de toegelaten maximumgeluidsdrempel op de bodem en aan de geluidsvermindering die door de decreetgever is opgelegd voor de zone waarin het te isoleren goed gelegen is;

Overwegende dat het met het oog op de bescherming van de volksgezondheid gepast is om de houders van onroerende zakelijke rechten op goederen die gelegen zijn in zone A van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder op de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid een isolering van de dagvertrekken van hun goed te waarborgen die niet lager is dan de isolering die gewaarborgd wordt aan de houders van dezelfde rechten in zone B, namelijk L_{\max} 55 dB (A),

Overwegende dat de Waalse Regering de SOWAER bij het besluit van 29 november 2001 betreffende de uitoefening van bijzondere gemachtigde opdrachten toevertrouwd aan de gespecialiseerde maatschappij "Société wallonne des Aéroports" (SOWAER) (Waalse Maatschappij voor Luchthavens) ermee belast, tussenbeide te komen meer bepaald in « de toekenning van premies voor de isolatie van de woningen gelegen in de zones van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder »;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° Minister: de Minister bevoegd voor het Luchthavenbeheer;

2° verantwoordelijke van de SOWAER: de persoon belast met het dagelijks beheer van de SOWAER of diens afgevaardigde;

3° aanvrager :

a) de natuurlijke, publiekrechtelijke rechtspersoon, rechtspersoon van openbaar nut of de privaatrechtelijke rechtspersoon die op de datum van inwerkingtreding van het besluit waarbij de zone A afgebakend wordt :

- eigenaar is van een bebouwd onroerend goed dat gedeeltelijk of uitsluitend als woning of voor beroepsdoeleinden gebruikt wordt;

- houder is van een erfpacht- of opstalrecht op een dergelijk onroerend goed;

- houder is van een huurovereenkomst dat voor éénzelfde onroerend goed, niet verstrijkt vóór twee jaar te rekenen vanaf het versturen van de tegemoetkomingsaanvraag bedoeld in artikel 4;

- houder is van een recht van vruchtgebruik;

b) als eigenaar in de zin van dit besluit wordt eveneens beschouwd, de persoon die het onroerend goed bij schenking of erfopvolging krijgt van een persoon die bovenbedoelde voorwaarden vervult;

4° gebouw dat gedeeltelijk of uitsluitend als woning of voor beroepsdoeleinden gebruikt wordt : op de datum van de aanvraag, het goed dat uitsluitend of gedeeltelijk als woning of voor beroepsdoeleinden gebruikt wordt en waarvoor een bouw- of stedenbouwkundige vergunning is verstrekt vóór de datum van inwerkingtreding van het besluit waarbij de zone A afgebakend wordt. De goeden die reeds bestonden vóór inwerkingtreding van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, namelijk op 22 april 1962, vallen eveneens onder deze begripsomschrijving;

5° voornaamste dagvertrekken : elk vertrek, gedeelte van een vertrek of binnenruimte verschillend van de inkomhall, de gangen, de sanitaire ruimten, de washokken, de berghokken, de kelders, de niet-ingerichte zolders, de onbewoonbare bijgebouwen, de garages;

6° voornaamste ruimten voor beroepsdoeleinden gebruikt : kantoren en handelspanden en, algemeen, alle vertrekken waarin personen objectief hun beroeps- of handelsactiviteit moeten uitoefenen, met uitsluiting van de ateliers die dienen voor de berging, de hangars en opslagplaatsen;

7° geluidsvermindering : de genormaliseerde brutto-normalisering « Dn, T » weg;

8° werken : geluidweringswerken vermeld in de bijlage bij dit besluit, en als ze worden uitgevoerd door een aannemer zoals omschreven in 10° hiernavermeld. Het begrip « bedrag van de werken » betreft een bedrag BTW excl.;

9° aannemer : de ondernemingen die voldoen aan de voorschriften bepaald door de Minister;

10° privé-schatter : de hoofdelijke vereniging van een architect en van een ingenieur gespecialiseerd in de akoestiek die voldoen aan de voorschriften bepaald door de Minister.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. § 1. Onder de voorwaarden bepaald bij dit besluit verleent het Gewest een tegemoetkoming om de plaatsing in bebouwde onroerende goeden te begunstigen van inrichtingen voor de vermindering en de absorptie van het geluid dat toe te schrijven is aan de luchthavenbedrijvigheid van Charleroi-Brussel-Zuid en voor het verhelpen van de nadelen ervan.

§ 2. Kenmerken van het pand.

Het pand moet gelegen zijn in de zone A van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder van de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid.

Indien het een gebouw betreft met meerdere woningen of ruimten voor beroepsdoeleinden gebruikt, komen de werken die betrekking hebben op de gemeenschappelijke gedeelten pas in aanmerking als voor alle woningen en ruimten voor beroepsdoeleinden gebruikt een tegemoetkomingsaanvraag is ingediend. In dat geval worden de werken aan de gemeenschappelijke gedeelten voor elke aanvraag in aanmerking genomen in verhouding tot de onverdeelde gedeelten in het pand waarop de aanvraag betrekking heeft.

§ 3. Akoestische prestaties.

Het doel dat, wat de prestatie betreft, bereikt dient te worden in het (de) voornaamste vertrek(ken) of de voornaamste ruimte(n) voor beroepsdoeleinden gebruikt is een maximaal geluidsniveau van 55 dB (A).

De Minister bepaalt de wijze van controle op de geluidsvermindering.

§ 4. Specifiek karakter van de tegemoetkoming.

Voor éézelfde woning kan de tegemoetkoming slechts één keer worden toegekend; een aanvullende tegemoetkoming kan evenwel worden aangevraagd als hij verantwoord is door de evolutie van de gezinstoestand en binnen de perken van de bedragen bedoeld in artikel 3 van dit besluit.

Voor de werken die in het kader van dit besluit gesubsidieerd zullen zijn, kan de tegemoetkoming niet worden samengevoegd met een andere, door het Gewest verleende tegemoetkoming.

HOOFDSTUK III. — *Bedrag van de tegemoetkoming*

Art. 3. § 1. Het bedrag van de tegemoetkoming wordt vastgesteld op 100 % van het bedrag van de werken vermeld in de kennisgeving bedoeld in hoofdstuk VII, zonder evenwel meer te kunnen bedragen dan 15.000 euro.

Indien meer dan vier personen in éézelfde woning gedomicilieerd zijn, wordt bedoeld maximumbedrag vermeerderd met 15 % per bijkomende gedomicilieerde persoon.

§ 2. Het bedrag van de tegemoetkoming wordt vermeerderd met de kosten van de raming door de privé-schatter. Bedoelde kosten stemmen overeen met het tarief dat door de minister bevoegd voor het luchthavenbeheer is vastgesteld. Het voorontwerpdossier wordt door de privé-schatter verwezenlijkt.

§ 3. De Minister stelt een modelovereenkomst tussen de aanvrager en de privé-schatter vast waarbij de opdrachten, de verantwoordelijkheden, de erelonen en de betaalwijze ervan worden vastgelegd. Bedoelde overeenkomst wordt aan de aanvragers voorgelegd voor hun contractueel verband met de privé-schatter.

§ 4. Indien in het voorontwerpdossier dat door de privé-schatter verwezenlijkt wordt, evenwel vastgesteld wordt dat het bedrag van de tegemoetkoming bedoeld in de paragrafen 1 en 2 onvoldoende is, wordt het dossier voorgelegd aan een door het Gewest aangewezen onafhankelijke deskundige. Het verslag van bedoelde deskundige wordt voor advies overgemaakt aan de technische Commissie voor advies over de geluidsisolatiowerken die ingesteld is bij het besluit van de Regering van 12 juli 2001.

Op grond van bedoeld advies kan de Minister van het maximaal tegemoetkomingsbedrag afwijken. Daarbij houdt hij meer bepaald rekening met de afmetingen en het aantal vertrekken van het pand die hoger zijn dan het gemiddelde, met een eventuele bijzondere ongunstige ligging tegenover de geluidsbron die aan de vluchten toe te schrijven is, en door de zeer verouderde staat van het betrokken pand.

HOOFDSTUK IV. — *Aanvraagprocedure*

Art. 4. De aanvrager richt zijn tegemoetkomingsaanvraag bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht aan de SOWAER, door middel van het formulier waarvan vorm en inhoud door de Minister worden vastgesteld.

Art. 5. § 1. Als de SOWAER vaststelt dat het dossier volledig is, wordt hij daar bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht aan de aanvrager kennis van gegeven, binnen de vijfenveertig dagen na de datum waarop het formulier ontvangen is.

§ 2. Als het dossier onvolledig is, richt de SOWAER binnen dezelfde termijn en bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht een lijst met de ontbrekende stukken aan de aanvrager, waarbij aangegeven wordt dat de procedure opnieuw begint te lopen vanaf de ontvangst van bedoelde stukken.

§ 3. Indien elke beslissing binnen dezelfde termijn van de SOWAER uitblijft, kan de aanvrager de verantwoordelijke van de SOWAER uitnodigen om over zijn dossier te beslissen binnen een termijn van dertig dagen.

Indien geen beslissing getroffen is binnen de nieuwe termijn, beschikt de aanvrager over de mogelijkheid om zijn aanvraag bij de Minister in te dienen.

De Minister geeft kennis van zijn beslissing binnen de dertig dagen na ontvangst van de aanvraag.

Art. 6. § 1. Indien de aanvraag door de SOWAER verworpen wordt, kan de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht een met redenen omkleed beroep indienen bij de Minister :

1. binnen de dertig dagen na ontvangst van de beslissing tot verwerping van de aanvraag bedoeld in artikel 5, § 1;

2. binnen de dertig dagen na ontvangst van de beslissing tot verwerping van de verantwoordelijke van de instelling bedoeld in artikel 5, § 3.

§ 2. Binnen de zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het beroep geeft de Minister kennis van zijn beslissing aan de aanvrager.

HOOFDSTUK V. — *Voorontwerpdossier en raming van de werken*

Art. 7. § 1. Binnen de negentig dagen na de datum van het ontvangstbericht met betrekking tot de aanvraag richt de SOWAER de architectonische en akoestische plaatsbeschrijving van het pand aan de aanvrager.

De aanvrager en de privé-schatter die door laatstgenoemde gekozen is, beschikken over een termijn van vijftien dagen om bedoelde plaatsbeschrijving te behandelen en de SOWAER over eventuele opmerkingen daaromtrent in te lichten. Indien nodig wordt een nieuwe tegensprekelijke plaatsbeschrijving binnen de dertig dagen uitgevoerd.

§ 2. Op grond van de plaatsbeschrijving bedoeld in vorige paragraaf stelt de privé-schatter het voorontwerpdossier op waarvan de inhoud bepaald wordt door de Minister en waarin meer bepaald inbegrepen zijn, een beschrijving van het pand, een omschrijving van de vertrekken en lokalen die voor de geluidsisolatielösungen in aanmerking komen, de te bereiken akoestische vermindering in elk vertrek of in elk lokaal die behandeld moeten worden, evenals het bestek waarin minstens de lijst, de beschrijving, de voorrang en de raming van het bedrag van de uit te voeren werken opgenomen worden.

De privé-schatter verbindt zich tot de technische oplossingen die in het dossier worden voorgesteld.

De subsidieerbare geluidsisolatielösungen zijn de werken die vermeld zijn in de bijlage bij dit besluit.

Bedoeld voorontwerpdossier wordt aan de SOWAER overgemaakt door de aanvrager.

Art. 8. § 1. De SOWAER controleert er alle bestanddelen van en beschikt over een termijn van dertig dagen om de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht kennis te geven van zijn eventuele instemming met de administratieve inhoud van het dossier.

§ 2. Binnen dezelfde termijn en indien de instemming uitblijft, richt de SOWAER het dossier opnieuw bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht aan de aanvrager, met diens opmerkingen en geeft aan dat de procedure opnieuw begint te lopen vanaf de ontvangst van het volledige voorontwerpdossier.

§ 3. Indien er binnen bedoelde termijn geen beslissing is verstuurd, kan de aanvrager de verantwoordelijke van de SOWAER uitnodigen om binnen een termijn van dertig dagen over het voorontwerpdossier te beslissen.

Indien er geen beslissing getroffen is binnen de nieuwe termijn, beschikt de aanvrager over de mogelijkheid om zijn aanvraag bij de Minister in te dienen.

De Minister geeft kennis van zijn beslissing binnen de dertig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag.

Art. 9. Bij wijze van uitzondering kan de SOWAER, indien er geen enkele oplossing gevonden kan worden wegens het specifieke technische of stedenbouwkundige karakter van een bebouwd onroerend goed, op grond van een technisch verslag dat door de commissie bedoeld in artikel 3, § 4, opgesteld is, weigeren om in te stemmen met de uitvoering van de werken en voorstellen om het pand uit de hand te kopen. De Minister bepaalt de wijze van toepassing van deze bepaling.

Art. 10. § 1. Indien de aanvraag door de SOWAER verworpen wordt, kan de aanvrager een met redenen omkleed beroep bij de Minister indienen, bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht, binnen de dertig dagen na ontvangst van de beslissing bedoeld in artikel 8, § 2, in artikel 8, § 3, en in artikel 9.

§ 2. Binnen de zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het beroep, geeft de Minister kennis van zijn beslissing aan de aanvrager.

HOOFDSTUK VI. — *Uitvoering van de werken*

Art. 11. § 1. De werken mogen pas aangevat worden te rekenen vanaf de kennisgeving van de instemming met de administratieve inhoud van het voorontwerpdossier door de SOWAER.

De werken die onder artikel 84 van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium vallen, kunnen niet aangevat worden vóór het verkrijgen van de vereiste stedenbouwkundige vergunning.

§ 2. De werken dienen binnen de vierentwintig maanden te rekenen vanaf de kennisgeving van de instemming met het voorontwerpdossier verwezenlijkt te worden. De privé-schatter is verantwoordelijk voor de coördinatie van en de controle op goede uitvoering van de werken.

In geval van uitzonderlijke omstandigheden kan de Minister bedoelde termijn met twaalf maanden verlengen. De behoorlijk met redenen omklede aanvraag tot verlenging van de termijn moet bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht dertig dagen vóór verstrijken van de termijn van vierentwintig maanden worden ingediend.

§ 3. De SOWAER behoudt zich het recht voor een plaatsbezoek af te leggen, zowel tijdens de uitvoering van de werken als na afloop ervan.

HOOFDSTUK VII. — *Uitbetaling van de tegemoetkoming voor geluidsisolatie*

Art. 12. § 1. Om de uitbetaling van de tegemoetkoming te verkrijgen, richt de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht bij de SOWAER een verklaring in dat de werken voltooid zijn, die mede-ondertekend wordt door de privé-schatter en de aannemer en waarvan de vorm door de Minister vastgesteld wordt.

De aanvrager voegt daarbij elk stuk aan de hand waarvan bewezen wordt dat de werken daadwerkelijk zijn uitgevoerd, met inbegrip van de facturen met betrekking tot de werken en het ereloon met betrekking tot de prestaties van de privé-schatter.

Daarnaast wordt bij bedoelde verklaring het attest gevoegd waarbij de privé-schatter aangeeft welke geluidsvermindering verkregen is in verhouding tot de doelstelling die in het voorontwerpdossier bedoeld in artikel 7, § 2, was vastgesteld.

§ 2. Binnen de zestig dagen na ontvangst van de stukken bedoeld in vorige paragraaf, kan de instelling controleren of de akoestische prestatie bedoeld in artikel 2, § 3, van dit besluit is bereikt. De Minister stelt de wijze vast waarop de werken worden opgeleverd.

Binnen dezelfde termijn geeft de SOWAER na controle op de eenvormigheid van de verklaring waarbij de voltooiing van de werken aangegeven wordt en het attest van de privé-schatter bedoeld in vorige paragraaf met het voorontwerpdossier, bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht, kennis aan de aanvrager van zijn uiteindelijke beslissing tot toekenning waarbij de berekening van het toegewezen tegemoetkomingsbedrag omstandig wordt aangegeven, en betaalt de tegemoetkoming uit.

Binnen dezelfde termijn en indien er geen instemming is, licht de SOWAER de aanvrager in over de redenen waarom hem niet kennis gegeven kan worden van een dergelijke uiteindelijke beslissing en geeft aan dat de procedure opnieuw begint te lopen vanaf de ontvangst van de stukken bedoeld in § 1.

Indien er geen beslissing binnen bedoelde termijn is verstuurd, kan de aanvrager de verantwoordelijke van de SOWAER uitnodigen om te beslissen over de uiteindelijke beslissing van het tegemoetkomingsbedrag dat binnen de dertig dagen toegewezen wordt.

Indien er geen beslissing getroffen wordt binnen de nieuwe termijn, beschikt de aanvrager over de mogelijkheid om zijn aanvraag bij de Minister in te dienen.

De Minister geeft kennis van zijn beslissing binnen de dertig dagen na ontvangst van de aanvraag.

§ 3. Vanaf de kennisgeving van diens uiteindelijke beslissing tot toekenning van het toegewezen tegemoetkomingsbedrag en binnen de zestig dagen na ontvangst van de stukken bedoeld in artikel 12, § 1, wordt de tegemoetkoming door de SOWAER uitbetaald.

Het bedrag van de tegemoetkoming, vermeerderd met het BTW-bedrag, wordt rechtstreeks aan de aannemer die de geluidsisolatiewerken in het gebouw uitgevoerd heeft, uitbetaald.

Het ereloon van de privé-schatter, vermeerderd met het BTW-bedrag, wordt hem rechtstreeks door de SOWAER uitbetaald.

Art. 13. § 1. Indien diens aanvraag door de SOWAER verworpen wordt, kan de aanvrager een met redenen omkleed verzoek bij de Minister indienen, bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht, binnen de dertig dagen na ontvangst van de beslissing bedoeld in artikel 12, § 2, tweede, derde en vierde lid.

§ 2. Binnen de zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het beroep geeft de Minister kennis van zijn beslissing aan de aanvrager.

HOOFDSTUK VIII. — *Terugbetaling van de tegemoetkoming*

Art. 14. Als door de SOWAER vastgesteld wordt dat de akoestische prestaties bedoeld in artikel 2, § 3, niet bereikt zijn, worden de privé-schatter en de aannemer die de werken hebben uitgevoerd, ertoe verplicht om binnen een termijn die niet meer dan honderd twintig dagen mag bedragen, alle schikkingen te treffen om doeltreffend te toestand te verhelpen. Zoniet behoudt de SOWAER zich het recht voor om als schadeloosstelling een bedrag te vorderen dat forfaitair vastgesteld wordt op het equivalent van de tegemoetkoming die door het Waalse Gewest is gestort.

Art. 15. Als door de SOWAER vastgesteld wordt dat de voorwaarden die aan de aanvrager zijn opgelegd bij dit besluit, niet worden nageleefd, wordt laatstgenoemde ertoe verplicht het tegemoetkomingsbedrag onverwijld terug te betalen. De terugvordering wordt op initiatief van de het Bestuur doorgevoerd door de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs- en bijzondere bepalingen*

Art. 16. In geval van uitzonderlijke omstandigheden kan de Minister een afwijking van de bepalingen van dit besluit toestaan. Uitzonderlijke omstandigheden zijn meer bepaald de ontdekking tijdens de uitvoering van de werken van verborgen bouwgebreken die een verhoging van het tegemoetkomingsbedrag of een toepassing van artikel 9 van dit besluit vereisen, of nog als de raming bedoeld in het voorontwerpdossier enkel lichtjes hoger is dan het maximale tegemoetkomingsbedrag.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 18. De Minister bevoegd voor het Luchthavenbeheer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 oktober 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

BIJLAGE 1

Lijst der subsidieerbare werken :

Vervanging van de bestaande vensters door vensters met een hoge akoestische prestatie.

Vervanging van het buitenschrijnwerk (ramen en deuren).

Plaatsing van opgelegde vensters.

Plaatsing van akoestische luchtkokers.

Vervanging van binnendeuren en toegangsluiken.

Plaatsing van een dubbele dakhelling of versteviging van de dakbedekking.

Plaatsing van een bijkomende vloerlaag op de zoldervloer.

Plaatsing van een akoestisch vals plafond.

Plaatsing van een geluidsdemper (schoorsteen, dampkap, enz.).

Opvullen van luchtinlaten.

Plaatsing van een mechanische ventilering.

Akoestische versteviging en/of dichttimmeren van het beschot van de rolluiken.

Akoestische versteviging en/of dichttimmeren van de brievenbussen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de tegemoetkomingsmaatregelen bij de isolering van panden die gelegen zijn in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder van de gewestelijke luchthavens (zone A) van de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid.

Namen, 10 oktober 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA